

Mobilité et citoyenneté en Italie pendant le Triennio républicain (1796-1799)

Domenico Maione

Notre projet de recherche doctorale porte sur "l'étranger" à l'époque révolutionnaire. L'enquête, qui se réfèrera en particulier au versant italien, traitera d'aspects balayant un spectre qui va de la question de la citoyenneté à celle de la mobilité. L'on prêtera attention au débat politique de l'époque révolutionnaire sur le rôle à donner aux étrangers dans la société du temps, mais aussi aux interventions législatives et aux dispositifs normatifs mis en place pour les encadrer (passeports, cartes de séjour, laissez passer, etc.). Le but est de mettre en avant le contexte culturel, politique et juridique avec lequel se mesura à la fin du XVIIIe siècle la circulation d'hommes et de femmes. Des motivations d'ordre politique et pratique fondent les lois et interventions publiques dans un cadre complexe révélant l'importance des Idéaux cosmopolites qui se heurtent aux principes de défense de l'ordre public: les passeports allaient-ils à l'encontre des droits humains ou représentaient-ils une garantie pour la libre circulation des citoyens? D'autre part, derrière les décrets d'expulsion, est-ce que se cachaient des calculs politiques ou des questions touchant à la sécurité publique? Répondre à ces interrogations permettrait d'obtenir une image plus claire des tensions politiques à l'époque révolutionnaire, en réordonnant un domaine particulièrement conflictuel, et *ipso facto*, très confus.

Mobility and citizenship in Italy during the Republican Triennio (1796-1799)

Our doctoral research project focuses on "the foreigner" in the revolutionary era. The subjects of study cover the question of citizenship and the question of mobility, especially on the Italian side. It is intended to pay attention to the political debate of the revolutionary era on the role to be given to foreigners in modern society, but also to the legislative interventions and the normative arrangements put in place to supervise them (passport, passes, etc.). The aim is to highlight the cultural, political and legal context at the end of the eighteenth century that determines the circulation of people.

Political and practical motivations ground public laws and interventions in a complex framework revealing the importance of the cosmopolitan ideals that clash with the principles of defense of public order: did passports violate human rights or did they represent a guarantee for the free movement of citizens? On the other hand, behind the deportation decrees, were political calculations or public security issues hiding? Answering these questions would make it possible to obtain a clearer picture of the political tensions in the revolutionary epoch by reordering a particularly conflicting domain, and *ipso facto*, very confused.